

Comment éviter une troisième guerre mondiale (suite)

vendredi 3 février 2023, par [Vladimir YEFIMOV](#)

Vladimir Yefimov a publié dans nos colonnes un article intitulé [Comment éviter une troisième guerre mondiale \(éventuellement nucléaire\)](#). Cet article a suscité des commentaires, dont un, assez long, de Serge Marquis. Vladimir Yefimov nous a fait parvenir une réponse substantielle à ce commentaire. Serge Marquis est invité à répondre, s'il le souhaite. Notre site ne débite pas la "bonne parole", mais se veut un lieu de débat.

Réponse de Vladimir Yefimov à Serge Marquis

Le commentaire de M. Serge Marquis à mon article « Comment éviter une troisième guerre mondiale (éventuellement nucléaire) » ne m'a pas surpris. De temps en temps je reçois ce type d'arguments de mes interlocuteurs. Ils reflètent les idées reçues qui sont constamment réitérés par les médias qui apparaissent comme évidentes mais qui en vérité mènent nos sociétés vers le gouffre. J'essaie ci-dessous de répondre très brièvement aux critiques de M. Marquis, et je suis prêt à prolonger cette discussion sous n'importe quelle forme acceptable par les participants.

1. Voici un passage dans le commentaire de Serge Marquis qui est sans doute déterminant pour son rejet de mon texte :

Quant au fait de faire croire qu'en comparaison avec un autocrate le système démocratique en France serait lui aussi défaillant, c'est vraiment étouffer l'existence de partis, de syndicats, d'associations, de médias, entre autres, permettant à des contre-pouvoirs réels d'exister.

M. Marquis considère si je comprends bien que le système politique français n'est pas défaillant. La gauche française n'est apparemment pas d'accord avec M. Marquis sur les différents points indiqués par celui-ci. À vrai dire, il faut parler non seulement du système politique mais de l'ordre social qui comprend la totalité des règles formelles (écrites) et informelles (fixées par la tradition) en action dans le pays. J'appelle l'ordre social qui existe actuellement dans les pays occidentaux en général, et aux Etats-Unis et en France en particulier, l'ordre social monétaire [1]. La source la plus importante du pouvoir dans cet ordre social est l'argent [2].

Depuis très longtemps le « système démocratique français » qui a beaucoup de similitudes avec le « système démocratique » américain était remis en question par plusieurs penseurs. Je reproduis ci-dessous trois brefs exposés des idées de **Charles A. Beard**, de **Moisei Ostrogorski** et de **Francis Dupuis-Déri**.

Dans son livre *Economic Origins of Jeffersonian Democracy* publié en 1915, Charles Beard écrivait que la Constitution américaine reflétait des intérêts économiques concrets, ceux des :

financiers, des créanciers publics, des commerçants, des négociants, des industriels et des groupes alliés situés principalement dans les grandes villes côtières », en opposition avec les intérêts des « emprunteurs » et des « agriculteurs situés dans les régions intérieures. »

A la fin du 19ème siècle, c'est-à-dire cent ans après l'adoption de la Constitution américaine, **Moisei Ostrogorski** a fait une investigation détaillée du fonctionnement de la démocratie américaine. Et voilà ce qu'il a vu :

Les corporations ont acheté en gros et en détail de la législation, de la 'protection' ou des faveurs de toutes sortes ; des hommes riches achetèrent d'une manière plus ou moins déguisée des sièges dans la haute assemblée législative, se procurèrent des postes de ministres, d'administrateurs. Il parut que rien ne pouvait résister à une bourse bien garnie, que l'argent était maître dans la République <...> On pouvait acheter les membres d'une classe dirigeante pourrie, de hauts dignitaires de l'Etat, voire des tribuns du peuple, mais comment acheter le peuple lui-même, tout un peuple souverain ? [3]

Il donne la réponse suivante à cette dernière question :

L'organisation de parti aux Etats-Unis offrit la solution de ce problème : tous les corrupteurs qui cherchent à exploiter le pouvoir de l'Etat pour leurs fins égoïstes n'ont qu'à confondre leurs intérêts avec ceux de l'organisation de parti qui a reçu en dépôt les consciences des membres du Souverain ; ils n'ont qu'à se faire ses bailleurs de fonds [4]

Plus récemment, en 2013, le Canadien **Francis Dupuis-Déri** a publié un livre intitulé *Démocratie. Histoire politique d'un mot. Aux Etats-Unis et en France*. Voilà ce qu'il écrit :

Ceux qui sont connus comme les 'pères fondateurs' de la démocratie moderne aux États-Unis et en France étaient tous ouvertement antidémocrates. Les patriotes, soit les militantes et militants du mouvement pour l'indépendance en Amérique du Nord ou pour la révolution en France, ne prétendaient pas être démocrates, ni fonder une démocratie. Au contraire, ils affirmaient que la démocratie 'est un gouvernement arbitraire, tyrannique, sanglant, cruel et intolérable', selon les mots de John Adams, qui deviendra vice-président du premier président des États-Unis, George Washington, puis président lui-même. Au 18ème siècle, plusieurs autres politiciens d'Amérique du Nord ont évoqué les 'vices' et les 'folies de la démocratie'. Dans la France de la Révolution, des acteurs politiques d'influence ont également associé la 'démocratie' à l'"anarchie" ou au 'despotisme', déclarant la tenir en 'horreur' car elle serait 'le plus grand des fléaux'. Si 'démocratie' est d'abord un terme repoussoir, l'élite politique commence à s'en réclamer vers le milieu du 19ème siècle, mais en lui attribuant un sens nouveau. Il ne fait plus référence au peuple assemblé pour délibérer librement, mais désigne au contraire le régime libéral électoral, jusqu'alors nommé 'république'. Dans ce régime maintenant appelé démocratie, une poignée seulement de politiciens élus détiennent le pouvoir, même s'ils prétendent l'exercer au nom du peuple souverain. Déclaré souverain, ce dernier n'a plus d'agora où s'assembler pour délibérer des affaires communes.

2. M. Serge Marquis commence son commentaire par la déclaration suivante :

Il est étonnant qu'ici ce soit la propagande pro-russe qui circule, sur la base d'interprétations fantaisistes et conspirationnistes venues notamment de sources orientées (comme l'est par exemple le site cité Donbass Insider).

Il est étonnant pour moi que Serge Marquis a ignoré totalement dans son commentaire les témoignages de Robert Kagan, témoignages qui occupent un tiers de mon exposé. Ces témoignages concernent la caractéristique de la guerre actuelle en Ukraine en tant que guerre par procuration des États-Unis contre la Russie. Peut-être M. Marquis considère-t-il les journaux *Libération* et *Foreign Affairs* ainsi que la préface de la traduction française du livre de Robert Kagan intitulé *L'ordre mondial américain*, écrite par Hubert Védrine, d'où je puise notamment ces témoignages, comme des « sources orientées » ?

3. M. Serge Marquis m'accuse d'énoncer « des allégations non prouvées (l'appartenance d'une telle à la CIA) ». Cette « une telle » est Madame Katerina Iouchtchenko, ancienne citoyenne américaine née à Chicago et épouse depuis 1998 de l'ancien président de l'Ukraine. Voici ce qu'on peut lire à propos d'elle sur [Wikipedia](#) :

Les opposants à son mari lui ont reproché d'être restée citoyenne américaine. Pendant la campagne électorale présidentielle ukrainienne de 2004, elle a été accusée d'avoir exercé l'influence du gouvernement américain sur les décisions de son mari, en tant qu'employée du gouvernement américain ou même agent de la Central Intelligence Agency.

A son tour Wikipedia fait référence au [Kyiv Post Ukraine's Global Voice](#) à propos de cette information. Même si l'on peut éventuellement douter de son appartenance à la CIA, le fait qu'elle était l'employée du State Department des États-Unis ne peut être contesté. Cette même revue électronique ukrainienne donne les informations supplémentaires suivantes sur l'ex-première dame de l'Ukraine :

Son empreinte est plus évidente dans les efforts de son mari pour la construction de la nation qui, pour beaucoup, ressemblait aux versions classiques de l'histoire ukrainienne prônées par la diaspora.

Il s'agit ici de la diaspora ukrainienne installée aux États-Unis dont Katerina est issue. Ces « versions classiques de l'histoire ukrainienne » comprennent le traitement de la famine de 1931-1933 en Ukraine comme génocide des Ukrainiens par les Russes. En réalité, c'était un phénomène qui a touché, en dehors de l'Ukraine, le sud de la Biélorussie, les rives de la Volga, la région des terres noires du Centre de la Russie, les régions des cosaques du Don et du Kouban, le Caucase du Nord, le nord du Kazakhstan, le sud de l'Oural et la Sibérie occidentale, pratiquement toutes les régions productrices de céréales. Le régime de Staline confisquait presque la totalité des récoltes, ayant pour objectif l'industrialisation et la militarisation de l'URSS. Le terme « Holodomor » (la famine de 1931-1933 en Ukraine), élaboré par les milieux de l'émigration ukrainienne en Amérique du Nord, était utilisé par les partis anti-russes en Ukraine pour susciter la haine des populations envers les Russes. Dans un article de **Delphine Bechtel**, enseignante-chercheur à l'Université Paris-Sorbonne paru en 2019, celle-ci analyse le rôle du gouvernement de Victor Iouchtchenko pour promouvoir par la loi le Holodomor comme génocide. En outre, elle analyse également la réhabilitation par la loi du mouvement nationaliste nazi.

Dès 2007, Iouchtchenko réhabilite Roman Choukhevytch, le chef de l'OUN [5], qui participa à l'invasion de l'URSS en 1941 sous l'uniforme de la Wehrmacht, en le nommant 'héros de l'Ukraine'. L'année suivante, le directeur de l'UIPN [6], Ioukhnovsky, charge ses employés de réhabiliter l'OUN/UPA [7]. De jeunes chercheurs nationalistes sont actifs dans cette révision de l'histoire : Volodymyr Viatrovytch fait remonter la légende du bataillon Nachtigall [8] à une tentative de calomnie soviétique. Oleksandr Ichtchouk exhume un texte qui exonérerait l'OUN de la participation aux pogromes. Le résultat de cette historiographie à la solde des institutions d'Etat, réalisée à force de falsifications, permet à un petit groupe de faussaires de l'histoire portés directement par le SBU [9], ignorant délibérément les recherches internationales, de blanchir leurs héros controversés (Bechtel). Juste avant de quitter le

pouvoir en 2010, Iouchtchenko signe le décret qui déclare le leader fasciste Bandera, héros national [10]

Kyiv Post Ukraine's Global Voice témoigne que l'ex-première dame de l'Ukraine « a déclaré qu'elle pensait que la promotion de la langue, de la culture et de l'histoire ukrainiennes par son mari était plus importante que la politique ». Outre la version faussée de l'histoire ukrainienne, Katerina Iouchtchenko, apparemment, pouvait transmettre à son mari les idées du néolibéralisme de l'administration de Reagan :

Après son passage au Département d'État, Katerina a travaillé à la Maison Blanche, au Bureau de la Liaison publique. « C'était un moment tellement incroyable », dit-elle. Je me souviens avoir dit à mes amis par la suite : « Ma vie ne sera jamais aussi belle que cette année que je viens de passer à la Maison Blanche de Reagan » [11]

4.M. Serge Marquis m'accuse également de « l'importance accordée aux néo-nazis ». Le thème du rôle des néo-nazis en Ukraine est actuellement un tabou dans les discours des politiques et des médias français. Néanmoins, ce rôle est décisif dans les événements en Ukraine à partir de 2013. Il y a deux principaux groupes de néo-nazis en Ukraine. L'un était fondé en Ukraine occidentale par les descendants de ceux qui collaboraient avec les nazis allemands pendant la seconde guerre mondiale, et après en tant que partisans qui luttèrent contre le pouvoir soviétique. Actuellement, ce groupe est représenté par le parti politique Secteur droit, qui était depuis novembre 2013 une confédération paramilitaire qui a joué un rôle notable durant les événements de Maïdan. En mars 2014, il s'est structuré en parti politique. Cette organisation se présente comme l'héritière de l'UPA - Armée Insurrectionnelle Ukrainienne citée plus haut. Le second groupe néo-nazi était créé à l'Est de l'Ukraine, initialement par les Ukrainiens russophones. Ce groupe a reçu le nom d'Azov grâce à leur participation active dans les combats dans la région côtière de la Mer Azov en 2014. Le fondateur et chef d'Azov est Andriy Biletsky. Wikipedia donne les informations suivantes le concernant :

Andriy Ievhenovytch Biletsky, né le 5 août 1979 à Kharkiv, est un lieutenant-colonel de police et homme politique ukrainien d'extrême-droite. Dirigeant des organisations ultranationalistes Patriotes d'Ukraine et Assemblée sociale-nationale, il participe à la guerre du Donbass en prenant le commandement du régiment Azov. En 2016, il fonde le parti Corps national et est élu député de ce groupe de 2016 à 2019

Le site de la ville de Kharkiv reproduit certains passages des textes d'Andriy Biletsky comme suit :

L'article exposant les idées centrales de l'organisation Patriotes d'Ukraine, signé du nom de Biletsky, affirme : "la thérapie de notre corps national doit commencer par la purification raciale de la nation <...> Les Ukrainiens sont une partie (et l'une des plus grandes et de plus grande qualité) de la race blanche européenne. Cette race est le créateur d'une grande civilisation, des plus hautes réalisations humaines. La mission historique de notre Nation en ce siècle critique est de diriger et de conduire les Peuples Blancs du monde entier dans la dernière croisade pour leur existence, croisade contre la sous-humanité dirigée par les 'sémites' "

Le préambule d'un autre texte de l'organisation Patriotes d'Ukraine déclare ce qui suit :

Notre nationalisme est racial, social, impérialiste, antisystème (antidémocratique et anticapitaliste), autonome, militant et intransigeant. L'idéologie du Social-Nationalisme Ukrainien repose sur le maximalisme, l'égoïsme nationalement racial, l'amour pour les siens, l'intolérance envers l'hostile et l'activisme, qui peut être un bélier de fer pour détruire une force étrangère qui veut entraver la nation ukrainienne et la race blanche

Et de poursuivre :

Tous les groupes ethno-raciaux étrangers seront soumis à des restrictions et à des contrôles, puis expulsés vers leurs pays d'origine historique. Sur la base du fait que nous, les sociaux-nationalistes ukrainiens, considérons les soi-disant 'races humaines' comme des espèces biologiques distinctes, et l'homme raisonnable (Homo Sapiens), au sens biologique du terme, est classifié par nous comme de l'Europe Blanche <...> Nous considérons qu'il est de notre responsabilité directe d'exclure tout contact interracial (interspécifique) conduisant à un mélange interracial (interspécifique) et, en fin de compte, à l'extinction de l'homme blanc [12]

On peut juger de l'influence d'Azov dans le pays par l'épisode de la rencontre du président Zelensky avec les combattants d'Azov sur le front du Donbass au début de son mandat en 2019. Il est venu au Donbass pour organiser une zone d'écartement des belligérants pour commencer le processus de paix prévu dans son programme électoral. Ses interlocuteurs d'Azov n'ont pas voulu en entendre parler et il était obligé de partir sans résultat. La vidéo reproduisant cette rencontre [13] était diffusée largement en Ukraine. Andriy Biletsky a également publié une vidéo à propos de cette rencontre dans laquelle il qualifie le comportement du président Zelensky de muflerie [14]

5. M. Marquis me reproche des idées inexistantes dans mon texte, notamment il suppose que je souligne « l'importance de la corruption en Ukraine » et qu'elle me « semblerait différente de celle existante aussi bien en Russie que dans les pays ex-URSS, et dont on semble exempt en France », allégation dont je ne parle nulle part dans mon article. Voilà pourquoi je ne désire pas aborder cette question de façon plus ou moins approfondie dans cette réponse. La seule chose que je souhaiterais dire est que la corruption à grande échelle en Occident, et surtout aux Etats-Unis, est légalisée et institutionnalisée sous la forme du lobbying. Bruxelles concentre le deuxième plus important groupement mondial de lobbyistes, après Washington. Par contre, la corruption dans les pays comme l'Ukraine et la Russie n'est pas officiellement légalisée mais elle est institutionnalisée et tolérée sur une grande échelle de façon informelle.

6. À vrai dire, je ne vois pas vraiment de qui M. Marquis parle quand il mentionne que

je prends pour argent comptant les propos de responsables néo-cons, va jusqu'à sous-entendre que Chirac a été (presque) remplacé par des soumis aux USA.

En ce qui concerne la deuxième partie de cette phrase, il s'agit apparemment du passage qui traite du conflit des dirigeants des Etats-Unis avec ceux de la France et de la Russie à propos de la guerre en Irak. Ce que je déclarais dans ce passage à propos de Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron, est le fait qu'ils ont tous passé par le programme Young Leaders de la French-American Foundation. Wikipédia indique que les séminaires organisés par cette organisation sont « un des instruments du soft power américain ». Le Nouvel Economiste indique que « cet organisme qui a vu défiler les dirigeants français depuis deux générations (d'Alain Juppé à François Hollande, de Najat Vallaud-Belkacem à Nathalie Kosciusko-Morizet, de Matthieu Pigasse à Emmanuel Macron...) est dénoncé par certains comme un autre groupe Bilderberg ».

En ce qui concerne Nicolas Sarkozy, France Inter dans son émission du 14 septembre 2006 traitait du voyage aux Etats-Unis de ce dernier en tant que Ministre de l'intérieur et indiquait que « l'opposition dénonçait la confusion entretenue par les 2 casquettes du voyageur, ministre et candidat » à l'élection présidentielle. « Elle s'émeut de l'utilisation des moyens publics à des fins électorales ? Elle critique le libéral, l'atlantiste, 'le prochain caniche de Bush après Tony Blair' » [15] Dans un article du 30 novembre 2010, *Le Monde* indique que « les câbles diplomatiques du département d'Etat obtenus par WikiLeaks témoignent d'une longue fascination américaine pour le successeur de Jacques Chirac. Un homme que Washington connaît bien. On découvre dans ces mémos que Nicolas Sarkozy et ses conseillers fréquentent assidument l'ambassade américaine de Paris, ainsi que les dignitaires américains de passage en France. Signe de cette proximité, Nicolas Sarkozy, <...> annonce sa candidature aux Américains le 1er août 2005, soit seize mois avant qu'il ne l'annonce, le 29 novembre 2006, au peuple français. "Je vais être candidat en 2007", confirme M. Sarkozy à l'ambassadeur Craig Stapleton et au conseiller économique du président Bush, Allan Hubbard ». L'ambassadeur en conclut que "Sarkozy est viscéralement pro-américain" et qu'"il voit sa propre ascension comme étant le reflet d'une saga à l'américaine". Le journal *Libération* dans l'article intitulé « A New York, Macron trace sa route à l'américaine » commentait le 6 décembre 2016 le voyage de ce dernier avant les élections de 2017. Il indique en particulier que

deux jours durant, l'ex-locataire de Bercy a rempli le cahier des charges du candidat en campagne aux Etats-Unis, sans oublier de lever des fonds <...> Hors programme officiel, Emmanuel Macron a participé dimanche soir à une soirée de collecte de fonds <...> une trentaine de New-Yorkais ont été conviés à contribuer financièrement à En marche <...> Macron a rencontré une trentaine d'invités de la French-American Foundation lors d'un petit-déjeuner au Links Club de l'Upper East Side, un club de gentlemen golfeurs traditionnellement issus de l'ancienne élite bancaire de la ville. Emmanuel Macron est un 'Young Leader' de la French-American Foundation, promotion 2012

J'espère que les informations évoquées ci-dessus peuvent aider M. Marquis à comprendre l'idée exposée dans mon article à propos de l'influence des Etats-Unis sur les successeurs du président Jacques Chirac, y compris avant leurs élections.

7. A la fin de son commentaire, Serge Marquis me pose les deux questions suivantes :

Dites-nous plutôt quel aurait dû être le choix du gouvernement ukrainien élu par rapport à l'agression militaire poutinienne ? Et que devrait-il faire aujourd'hui par rapport à l'annexion de 20 % de son territoire ?

Je ne suis pas persuadé que le gouvernement ukrainien actuel soit capable d'avoir l'indépendance nécessaire vis-à-vis tant de l'influence américaine que de l'extrême droite ukrainienne pour prendre de bonnes décisions bénéfiques pour les Ukrainiens. Et je pense que les réponses à ces questions, finalement devront être faites par les peuples ukrainien et russe eux-mêmes, ainsi qu'avec le soutien des peuples américain et européen. Ces réponses inévitablement devront prendre en considération ce que **Pierre Lorrain**, auteur du livre *L'Ukraine, une histoire entre deux destins* publié en 2019 (2ème édition en 2021), a constaté avant le 24 février 2022, c'est-à-dire l'existence de la division de la population ukrainienne qui peut approximativement être identifiée comme l'Ukraine occidentale et l'Ukraine de l'Est et du Sud-Est. Quand je dis les peuples ukrainien, russe, américain et européen, il s'agit des actions anti-guerre qui seront inévitablement orientées contre leurs propres gouvernements, avec l'exigence d'arrêter la guerre par procuration des Etats-Unis sur le territoire de l'Ukraine, d'arrêter l'invasion de l'Ukraine par

la Russie, et l'exigence d'arrêter le support de cette guerre par les gouvernements européens. La fin de la guerre par procuration pourrait créer les conditions d'une alliance éventuelle de la Russie avec les Etats-Unis, alliance qui était souhaitée par Vladimir Poutine au début de son premier mandat mais qui finalement n'a pas eu lieu (voir à ce sujet un autre livre de **Pierre Lorrain** intitulé *L'incroyable alliance Russie - Etats-Unis* publié en 2002, avec le sous-titre suivant « La Russie : de la guerre froide aux portes de l'OTAN »).

Voir en ligne : [Comment éviter une troisième guerre mondiale \(éventuellement nucléaire\)](#)

Notes

[1] voir mon dernier livre publié l'an dernier aux éditions L'Harmattan : [L'ORDRE SOCIAL MONÉTAIRE](#)

[2] Un texte intitulé « De quel ordre social a-t-on besoin » donnant des explications sur le sujet sera prochainement publié sur La Sociale.

[3] Ostrogorski M., *La démocratie et les partis politiques*.

[4] Ibid.

[5] L'Organisation des nationalistes ukrainiens (en ukrainien : Orhanizatsiya ukrayins'kykh natsionalistiv)

[6] Institut ukrainien de la mémoire nationale à Kiev

[7] UPA - Armée Insurrectionnelle Ukrainienne

[8] Une des composantes de la légion ukrainienne de la Wehrmacht.

[9] Service de sécurité d'Ukraine.

[10] cf. https://www.academia.edu/63305466/_L%C3%A9gif%C3%A9rer_l_histoire_en_Ukraine_2005_2019_ .

[11] cf. <https://www.nationalreview.com/2022/02/daughter-of-ukraine-2/> .

[12] cf. <https://mykharkov.info/news/belyj-vozhd-chem-zarekomendoval-sebya-v-harkove-komandir-azova-andrej-biletskij-93484.html> .

[13] https://www.youtube.com/watch?v=P9OwJCUj_mk

[14] cf. <https://www.youtube.com/watch?v=3AsOMmD28Ew&app=desktop> .

[15] cf. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-edito-politique/nicolas-sarkozy-et-les-etats-unis-1777988> .